PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2025-14

RÈGLEMENT MODIFIANT RÈGLEMENT DE ZONAGE NUMÉRO 2023-04 VISANT À PERMETTRE LES ENSEIGNES ÉLECTRONIQUES ET LES COUPES LE DE RÉCUPÉRATION

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Duhamel est régie par le *Code municipal du Québec* et soumise à l'application de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* :

CONSIDÉRANT la Municipalité de Duhamel a le pouvoir, en vertu de la loi, de modifier le règlement de zonage ;

CONSIDÉRANT QUE conformément à l'article 445 du Code municipal du Québec, un avis de motion a été déposé le XX XXXXXXXX 2025, de même que le projet de règlement;

EN CONSÉQUENCE, le Conseil de la municipalité de Duhamel décrète et ordonne ce qui suit:

Article 1

Le chapitre 18 intitulé « Index terminologique » est modifié par l'ajout de la définition suivante:

« COUPE DE RÉCUPÉRATION »

Processus de récolte d'arbres morts, mourants ou affaiblis dans un peuplement forestier affecté ou en voie d'être affecté par des perturbations naturelles, et ce, avant que ceux-ci ne deviennent inutilisables pour la transformation. »

entre les définitions « COUPE DE JARDINAGE » et « COUR ».

Article 2

Le chapitre 18 intitulé « Index terminologique » est modifié par le retrait de la définition « COUPE SANITAIRE »

Article 3

Le chapitre 18 intitulé « Index terminologique » est modifié par le remplacement de la définition « **COUPE D'ASSAINISSEMENT** » par la suivante :

« Abattage d'arbres déficients, tarés, dépérissant, endommagés ou morts dans un peuplement, visant à limiter la propagation d'insectes ou de maladies. »

Article 4

Le chapitre 18 intitulé « Index terminologique » est modifié par l'ajout de la phase suivante :

« Cette définition n'inclut pas les enseignes électroniques. »

comme précision à la définition « ENSEIGNE AVEC ILLUMINATION INTÉGRÉE ».

Article 5

Le chapitre 18 intitulé « Index terminologique » est modifié par l'ajout de la définition suivante :

« ENSEIGNE ÉLECTRONIQUE

Enseigne lumineuse utilisant un procédé d'affichage électronique relié à un dispositif permettant de modifier le message visuel à volonté. Ces enseignes ne sont pas considérées comme des enseignes à illumination intégrée. »

entre celles de « ENSEIGNE COMMERCIALE » et « ENSEIGNE D'IDENTIFICATION »

Article 6

L'article 189 intitulé « ENSEIGNES PROHIBÉES DANS TOUTES LES ZONES » est modifié au troisième paragraphe du premier alinéa et se lit désormais ainsi :

« 3° les enseignes à éclairage intermittent ou imitant les dispositifs avertisseurs des véhicules de police, de pompier, des services ambulanciers, de la signalisation routière ou utilisant de tels dispositifs pour attirer l'attention ; »

Article 7

Le chapitre 11 intitulé « Affichage » est modifié par l'ajout de l'article suivant après l'article 190 intitulé « ENSEIGNES AUTORISÉES DANS TOUTES LES ZONES ET SANS CERTIFICAT D'AUTORISATION » :

« 190.1 ENSEIGNES AUTORISÉES POUR CERTAINS USAGES

Les enseignes électroniques sont autorisées pour le groupe d'usage « administration publique, gouvernementale ou paragouvernementale » aux conditions suivantes :

- 1° la superficie maximale de l'enseigne est de 2.5 mètres carrés;
- 2° l'enseigne doit être située à un minimum de 2.5 mètres de l'emprise de la rue;
- 3° la hauteur totale de l'enseigne ne peut dépasser 3.5 mètres;
- 4° l'enseigne ne peut empiéter sur une servitude;
- 5° la luminosité de l'enseigne ne peut être telle qu'elle serait éblouissante si elle est activée durant la nuit;
- 6° nonobstant l'article 189, une enseigne électronique peut être installée sur un autre terrain que celui où est localisé l'usage ou l'activité qui est affichée;
- 7° l'enseigne ne peut être localisée dans le triangle de visibilité. »

Article 8

Le chapitre 13 intitulé « **OPÉRATION FORESTIÈRE EN FORÊT PRIVÉE** » est modifié par le remplacement de l'article 222 intitulé « **COUPE D'ASSAINISSEMENT** » par l'article suivant :

« 222.1. COUPE D'ASSAINISSEMENT OU DE RÉCUPÉRATION

Il est permis d'effectuer une coupe d'assainissement ou de récupération de peuplement dégradé ou très vulnérable aux perturbations naturelles si les conditions suivantes sont respectées :

1° une prescription sylvicole scellée par un ingénieur forestier est fournie avec la demande de permis;

- 2° respecter les normes édictées à l'article 221 du présent règlement;
- 3° ne pas être située dans un milieu humide;
- 4° la surface terrière résiduelle, après la coupe, ne doit pas être inférieure à seize (16) mètres carrés par hectare. Pour les jeunes peuplements, la surface terrière résiduelle peut être réduite à quatorze (14) mètres carrés par hectare;
- 5° les arbres doivent être répartis uniformément dans le peuplement;
- 6° le prélèvement maximal n'excèdera pas 40 % de la surface terrière initiale, incluant les chemins de débardage, par période de 10 ans. »

Article 9

L'article 219 intitulé « **COUPE À BLANC HORS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION** » est modifié à son premier alinéa en remplaçant l'expression « chapitre 19 » par « chapitre 18 ».

Article 10

L'article 220 intitulé « **COUPE À BLANC HORS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION** » est modifié à son premier alinéa en remplaçant l'expression « chapitre 19 » par « chapitre 18 ».

Article 11

Le chapitre 17 intitulé « Usages, constructions et lots dérogatoires bénéficiant de droits acquis » est modifié en remplaçant l'ensemble des mentions en bas de page indiquant « Chapitre 18 » par les mentions « Chapitre 17 ».

Article 12

Le chapitre 18 intitulé « **Index terminologique** » est modifié en remplaçant l'ensemble des mentions en bas de page indiquant « Chapitre 19- Index terminologie » par les mentions « Chapitre 18- Index terminologique ».

Article 13

Projet de règlement

Entrée en vigueur Numéro de résolution

Adopté le

Le présent règlement entrera en v	igueur selon les modalités prévues par la loi.
Liette Quenneville Directrice générale	David Pharand Maire
Avis de motion	